



©Mikhail Nilov

# Violences intrafamiliales : comment « faire taire le silence » ?

GABRIELA DANS

Dans une classe de 20 élèves, on estime que 4 à 5 enfants sont victimes de violences intrafamiliales. Des chiffres qui ne peuvent qu'alarmer, lorsqu'on connaît le tabou qui entoure ce phénomène. Dans l'ouvrage percutant *"Faire taire le silence"*, huit adultes ayant vécu des situations de violence brisent le mutisme. Nous avons rencontré Isabelle Seret, auteure du livre et Fouzia Elmabaret, collaboratrice du Délégué général aux droits de l'enfant (DGDE) pour aborder ce sujet.

Pouvez-vous nous expliquer l'origine de votre démarche et de la création de cet ouvrage ?

Fouzia Elmabaret : "Une des missions du DGDE est d'accompagner des projets qui touchent à des questions de société comme les maltraitances intrafamiliales. Durant la période COVID, les professionnels ont constaté une diminution des signalements. Mais cela ne les rassurait pas du tout. Qui signale en général ? Ce sont ces professionnels qui s'intègrent dans le quotidien des enfants, comme l'école. L'idée, dans ce livre, était de donner la parole aux enfants, les experts du vécu. Mais pour ne pas nuire à ceux-ci, nous avons décidé, de rencontrer des adultes qui ont eu un vécu de maltraitance durant leur enfance."

Isabelle Seret : "Nous avons rencontré 8 adultes. L'idée était de comprendre si ces personnes, quand elles étaient enfants, avaient parlé, avaient été entendues. Et quelles réactions elles avaient reçues. On s'est dit qu'avec le recul et l'âge, on obtiendrait des réponses plus pertinentes. Mais on a

bien vu que ces adultes étaient toujours dans cette traversée tragique de l'enfance. Lorsque j'ai repris tous ces récits, j'ai également été prise d'un étourdissement parce que 7 sur 8 avaient vécu des abus sexuels."



Isabelle Seret ©DR

Dans votre livre, vous vous efforcez à démonter le mythe du "prédateur isolé". Les chiffres montrent que la plupart des violences ont lieu dans le cercle "sacré" de la famille. Quelle est l'ampleur de cette problématique en Belgique ?

FE : "93% des situations qui sont diagnostiquées par les équipes SOS Enfants sont des situations de maltraitance intrafamiliale. Donc 9 situations de violence sur 10 se produisent dans le giron familial, giron qui est censé être protecteur et qui s'avère être un lieu de danger pour les enfants. Cela nous inquiète, d'autant plus que les conséquences pour les enfants sont terribles à long terme."

L'école est-elle est un lieu clé dans la détection des violences intrafamiliales ?

IS : "Elle devrait l'être. Mais dans le cas des témoins interrogés pour ce livre, elle

ne l'a pas été. Particulièrement pour les enfants dont les parents étaient enseignants dans la même école. On se dirige de plus en plus vers des familles nucléaires, voire monoparentales, ce qui réduit complètement le réseau de l'enfant. Les espaces pour s'exprimer sont essentiellement la famille et l'école. L'école devrait inventer des espaces où l'enfant peut s'exprimer."

FE: "Les familles sont multiples aujourd'hui, l'autorité s'y inscrit différemment. L'école ne répond pas encore à ce mouvement, on est souvent dans une dynamique verticale qui laisse peu de place à l'échange. Les CPMS sont aujourd'hui totalement démunis par rapport à ces situations et ne savent pas à qui s'adresser. La communication entre les institutions est elle-même compliquée. Et puis il y a ce giron familial qui reste encore un peu sacré et auquel on ne veut pas toucher."

Existe-t-il des signaux à identifier ? Une témoin de votre livre parle de "corps qui parle" ?

IS: "Les comorbidités sont multiples. Cela va de se fondre dans les murs, à être le ou la meilleur(e) de la classe. Ou avoir des symptômes physiques, énurésies, eczéma, etc. C'est donc très compliqué et on a tendance à ne pas trop prêter attention aux causes mais bien aux symptômes. Moi, je suis convaincue que les enfants parlent, d'une manière ou d'une autre. Une des témoins disait : 'au moment où on parle, si on n'est pas entendu, on se referme'."

Il s'agirait donc de ne pas se limiter à constater des comportements, des symptômes mais de chercher à en comprendre la cause ?

IS: "Oui tout à fait. Tout en ne perdant pas de vue que dans une classe de 20 élèves, il y en a certainement 4 ou 5 qui souffrent de violences intrafamiliales."

Dans tous les milieux sociaux ?

IS: "Oui. Et je pense qu'on a tendance à porter plus d'importance à ces violences quand elles sont issues d'un milieu précaire. Dès qu'il s'agit de personnes issues de milieux plus favorisés, on croira plus facilement la parole de l'adulte."

FE: "Oui vraiment, tous les milieux, on ne le dit jamais assez. Même si certains ont les codes de la société pour s'en sortir et échapper au filet."



Les professeurs se retrouvent souvent, et parfois malgré eux, en première ligne pour détecter ces situations. Vers quelles personnes ressources pourraient-ils se tourner ?

FE: "Les professionnels ne doivent effectivement pas rester seuls. Il y a un réel problème d'absence de réseau. Mais, spontanément, je dirais l'équipe SOS Enfants. Toute personne peut les contacter lorsqu'elle a un doute. Ces experts sont soumis au secret professionnel et peuvent donner des pistes."

Il existe un tabou et de nombreux obstacles lorsqu'il s'agit de dénoncer une potentielle situation de violence intrafamiliale. Comment dépasser ceux-ci ?

IS: "Il faut aller vers l'enfant en tant qu'humain, même en n'ayant pas les compétences, en n'étant pas pédopsychiatre... Il y a un CPMS, dans le livre, qui dit que dès que l'enfant se confie à quelqu'un, cette personne devient son référent. Elle va toujours l'accompagner pour lui éviter de devoir

se répéter. Je pense que c'est important de travailler en réseau et de ne pas rester seul avec l'information. Et puis, y aller doucement et prendre le temps, pour éviter que des erreurs soient faites dans la précipitation."

FE: "Les droits de l'enfant sont un bien commun. Un professionnel qui a des questionnements, des choses qu'elle a pu observer, une intuition,... ne doit jamais rester seul. Face à la détresse d'un enfant, il y a des équipes qu'il faut contacter."

IS: "On a tendance à réagir dans l'immédiateté alors que cela devrait être pensé à l'avance, dans chaque institution. Que fait-on en cas de suspicion ? Qu'a-t-on mis en place ?"

Comment préserver sa santé mentale lorsqu'on exerce un métier nous mettant face à des réalités aussi difficiles ?

IS: "Je crois qu'on a chacun notre manière de porter cet indicible. Mais le problème est que l'aide n'est pas institutionnalisée, c'est constamment renvoyé à de l'individuel. Dans l'idéal, il faudrait que ces acteurs aient un superviseur, en tout cas."

FE: "Les jeunes ne veulent plus travailler dans ces secteurs-là, c'est trop difficile. Ils ne sont pas aidés, mal reconnus et mal rémunérés. Ces métiers ne sont plus du tout attractifs à cause, notamment, de cette charge émotionnelle."

À l'heure où l'EVRAS semble diviser et créer beaucoup d'émotions chez certains parents, pensez-vous qu'elle soit pourtant une nécessité pour nos enfants ?

IS: "Les enfants ont le droit à être informés, c'est indispensable. L'EVRAS, ce ne sont pas des cours de sexualité, ce sont des cours pour se protéger, c'est apprendre ce qu'est la sexualité, à savoir si ce que je vis est juste ou pas juste."

FE: "Je pense que des parents n'ont pas compris, parce qu'il y a eu un déficit d'information. Il aurait peut-être fallu expliquer que durant ces cours, on allait parler des limites, des limites en famille et du consentement. Il aurait fallu parler de la nécessité de donner ces outils aux enfants." ■

